

MODELES DE COMPETENCES ET PROFESSIONNALISATION EN TRAVAIL SOCIAL

Sébastien KABW MUKANZ – DIYAMBY

Psychologue

Directeur général du CAFES

Kinshasa RDC

gramid2002@yahoo.fr

Notre intervention s'articule autour des points suivants :

- Introduction
- Travail social de 1950 à 2007 et ses difficultés
- Modèles de compétences et professionnalisation en travail social

Introduction

Comme une lampe allumée dans l'ombre attire les fourmis, les villes africaines ont contribué fortement à l'exode rural. Cette arrivée massive des populations rurales dans les villes était synonyme de déracinement, portant en elle les germes des difficultés d'adaptation socio-économique. En effet, en quittant les villages pour la ville, ces populations se mettaient en dehors de la zone de couverture du dispositif de protection et de sécurité sociale en vigueur qui est « la solidarité familiale ou clanique ».

Face aux difficultés inhérentes au nouveau contexte urbain, les familles ont très tôt manifesté leur vulnérabilité. Certains de leurs membres jeunes commençaient à essayer de terminer leur enfance dans la rue. C'était le début du phénomène d'enfants en rupture familiale et sociale que l'on désignera sous plusieurs vocables à caractère péjoratif : « enfants inadaptés, vagabonds, délinquants, de la rue, cheguès, etc. »

1. Travail social de 1950 à 2007 et ses difficultés

La demande en intervention sociale était exprimée, mais elle restait jusque là mal comprise et mal prise en compte. Passant sous silence l'inadaptation sociale des parents, l'intervention face à cette situation avait privilégié à l'époque le placement de ces enfants dans des maisons de **rééducation** appelées « établissement de garde et d'éducation de l'Etat ».

Cette façon d'agir laissait supposer que ce sont les enfants qui étaient les seuls responsables de leurs difficultés d'adaptation familiale, et qu'il fallait les rééduquer avant de les remettre dans la famille qui était supposée normale et sur laquelle aucune action n'était menée.

En plus de l'insuffisance de formation qu'accusaient les animateurs de cette intervention sociale en faveur des enfants en situation difficile, il faut relever que le « **traitement indirect** » qui doit porter sur l'environnement de l'enfant était ignoré. Ce qui laissait la situation problème inchangée, rendant permanent le risque de voir les enfants, après leur remise en famille, revivre les mêmes difficultés qui avaient ouvert pour eux les portes des centres de rééducation.

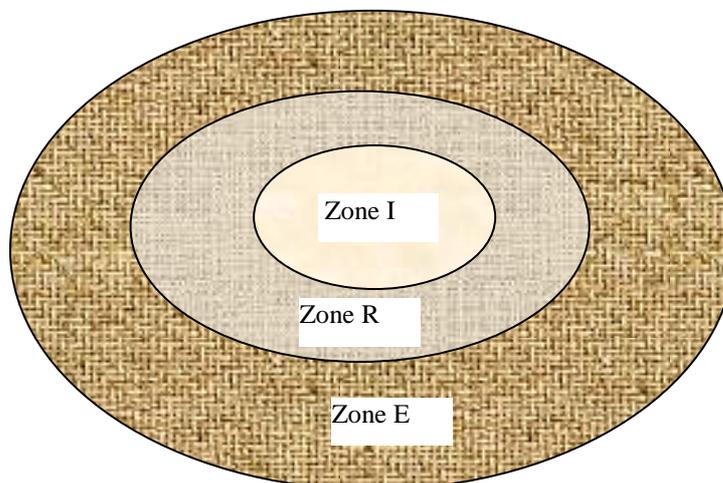
Les différentes crises économiques et politiques qui secouent presque tous les pays africains depuis plus de cinq décennies ont été aggravées par une sévère et profonde crise socioculturelle : la disparition spectaculaire de la solidarité familiale ou clanique qui servait jusque là d'institution chargée par la communauté de l'appui aux personnes vulnérables dans la société.

Ces problèmes sociaux qui existaient déjà avant 1950 se sont amplifiés par les conflits ethniques et les conflits armés, et du fait surtout de l'absence en milieu urbain de nouvelles structures spécialisées dans l'intervention sociale et des intervenants sociaux qualifiés. Ainsi, le vide laissé par la disparition de la solidarité familiale et clanique n'ayant pas été comblé, les populations vulnérables ont plié impuissantes sous le poids de leurs problèmes non résolus, rendant plus spectaculaires et multiformes les problèmes sociaux.

Les enfants en rupture scolaire, les enfants en rupture familiale et sociale, les enfants dits sorciers, les prostituées mineures, les enfants et jeunes travailleurs, les enfants sortis des forces et groupes armés, les enfants exploités économiquement et sexuellement, les enfants mal nourris, les enfants toxicomanes, les enfants traumatisés lors des conflits armés, les enfants nés du viol, etc, caractérisent le tableau sombre de la société congolaise. Les récentes enquêtes évaluent à 35.000 enfants en rupture familiale dans la seule ville de Kinshasa.

Il se crée ainsi trois zones distinctes dans la société en milieu urbain :

- la zone d'intégration sociale ou zone I, occupée par ceux qui ont réussi à s'adapter,
- la zone de risques ou zone R, habitée par les personnes qui éprouvent des difficultés d'adaptation sociale, dont beaucoup de parents venus des villages,
- la zone d'exclusion sociale qui est occupée par ceux qui ont été éjectés de la zone de risques, dont les enfants en rupture familiale et sociale etc.



Il se pose ici le double problème relatif au travail social dans notre pays : celui de combler le vide créé par la disparition de la solidarité traditionnelle et celui de produire des nouvelles compétences professionnelles à travers la formation des nouveaux acteurs sociaux, en remplacement des anciens acteurs sociaux qui avaient opéré dans les milieux traditionnels et dans la société coloniale.

Dans ce contexte de déficit à la fois institutionnel et d'acteurs du social formés, les éducateurs sociaux devront être capables d'accompagner les populations vulnérables dans leur lutte contre ces problèmes multiformes et les aider à quitter la zone d'exclusion, traverser la zone de risques pour enfin se créer une place dans ce que nous avons appelé la zone d'intégration sociale.

1.1. Quelles formations aux métiers du social, pour quel travail social?

Voilà une question qui nous préoccupe et mobilise actuellement notre énergie.

« Pour sortir d'un puit, c'est au bout de la vieille corde que l'on tisse la nouvelle », dit la sagesse africaine. Ce principe d'ancrage nous pousse à relire l'histoire du travail social et de la formation des travailleurs sociaux dans notre pays. Cette relecture présente l'avantage de permettre l'utilisation des acquis dans ce domaine dans la mise sur pied des solutions adaptées aux problèmes du social dans notre pays.

1.1.1. Historique du travail social en RDC

Refusant de s'habituer à ces fléaux, mais sans qualification requise, certains adultes n'ont pas tardé à s'ériger en intervenants sociaux de fortune.

Limités dans la zone d'exclusion, les services rendus aux enfants en situation difficile et à leurs familles étant à la fois insuffisants et de faible qualité, les problèmes n'ont fait que s'amplifier et se diversifier.

Les efforts des intervenants sociaux se sont concentrés dans la zone d'exclusion et s'intensifient surtout quand les enfants en situation sont en conflit avec les agents de l'ordre qui décident « d'assainir » les villes, lors des opérations « ville propre ».

Incapables de se concentrer sur la résolution des problèmes sociaux à la base de la rupture familiale, les travailleurs sociaux se préoccupaient surtout de la prise en charge des enfants dans les centres, se limitant à la satisfaction pour les enfants de leurs besoins vitaux, scolaires et ludiques. Il devenait difficile de trouver la différence entre les internats organisés par les écoles ordinaires et les centres d'hébergement et de réinsertion sociale.

Visant la réinsertion sociale, les interventions sociales ramènent généralement les enfants en situation difficile avec leurs problèmes non résolus dans la zone de risques où ces derniers se voient condamnés à subir les mêmes difficultés, ou à rentrer dans la rupture familiale et sociale.

C'est cette deuxième alternative qui est choisie par plus de 90% d'enfants. Beaucoup de parents qui soupiraient après le départ de leurs enfants dans la rue présentaient souvent une résistance ou un refus face à la demande du retour en famille de ces derniers, demande formulée par les éducateurs.

La même difficulté est aussi vécue actuellement par les intervenants qui tentent de faciliter la réinsertion des enfants sortis des forces et groupes armés.

2. Modèles de compétences et professionnalisation en travail social

Le souci d'améliorer le sort de ces enfants et d'appuyer la solution durable des problèmes sociaux a suscité la formation des éducateurs sociaux comme préoccupation capitale dans ce domaine. Ainsi on a vu naître des actions isolées et occasionnelles de formation des

éducateurs sur des thèmes tel que « les connaître pour les former, l'observation...etc ». Ces actions de formation ne s'adressaient qu'aux membres du personnel de l'ONG organisatrice.

En 1982, l'ONG « Aide à l'enfance défavorisée » ouvre le premier centre de formation pour préparer au travail social les candidats éducateurs sociaux qu'elle se proposait d'engager directement à la fin de la formation. Cette formation de 14 mois accordait une place suffisante au stage dans les services de l'ONG. Les deux sessions que le centre avait organisées mettront sur le champ du travail social les premiers éducateurs formés avant l'exercice du travail social.

La fermeture de ce centre laissera un vide qui ne sera comblé que 12 ans plus tard par la création du Centre africain de formation supérieure des éducateurs sociaux, en sigle « CAFES », une initiative de l'association nationale des éducateurs sociaux, « ANES » en sigle.

Avec le temps et les expériences puisées sur plusieurs terrains tant en Afrique qu'en Europe, ces actions de formation qui étaient lacunaires se sont de plus en plus structurées et améliorées, à tel point qu'il existe présentement deux programmes de formation au sein du CAFES : formation initiale et formation continue.

Sur dix années d'exercice, la formation initiale qui dure 3 ans et comprend un temps de stage pour chacune de trois années, a mis au service de la société des éducateurs spécialisés et se prépare à y ajouter les logopèdes.

La formation continue qui était de deux à trois semaines a amélioré cette durée ainsi que ses programmes et son contenu. Le nouveau programme occupe les apprenants pendant 9 mois, dont 3 jours par semaine passés dans les auditoires pour la formation théorique. Quant aux 3 autres jours restants, les apprenants les consacrent au stage dans leurs lieux de travail respectifs, et bénéficient de l'accompagnement des référents du CAFES qui assurent leur suivi.

Cette formation s'adresse tant au personnel des ONG qu'aux fonctionnaires venant des différents ministères qui ont l'enfant et le jeune dans leurs attributions, sans oublier les agents de la police nationale congolaise.

A l'occasion de la démobilisation et du désarmement des enfants soldats, les intervenants sociaux avaient été soumis à une dure épreuve quand il fallait s'investir dans le processus de réinsertion sociale et économique de ces jeunes gens. Comme conséquence de cette difficulté à faciliter correctement la réinsertion, plus de 90% d'enfants sortis des forces et groupes armés sont condamnés à l'errance dans leurs milieux de réinsertion où ils sèment l'insécurité.

Lors de l'évaluation du projet d'appui à la réintégration de ces enfants par War child à Gbadolite, dans le nord de la RDC, ces enfants déclaraient qu'on leur avait juste retiré la tenue et l'arme, tandis que rien n'avait été fait pour leur enlever la mentalité et la morale militaire.

Nous avouons que les résultats obtenus en matière tant de l'intervention sociale auprès des enfants en rupture familiale et sociale que de la réinsertion des enfants sortis des forces et groupes armés s'avèrent très insuffisants. Ils confirment ainsi que la formation des intervenants sociaux est encore à repenser pour amener ces derniers à acquérir de nouvelles compétences.

C'est ainsi que nous pensons que la formation des intervenants sociaux devrait doter ceux-ci des compétences susceptibles de les rendre capables de préparer des interventions efficaces dans toutes les trois zones : celle d'exclusion sociale, celle de risques et celle d'intégration sociale.

Contrairement aux pratiques en vigueur qui consacrent le travail social uniquement dans la zone d'exclusion et donnant une large place à la prise en charge dans des maisons d'hébergement, les travailleurs sociaux devront avoir des compétences dans le domaine de la préparation des interventions curatives, (qui comprennent le traitement des maladies sociales déjà déclarées), préventives (qui s'attaquent aux précurseurs des maladies sociales, aux facteurs de risques) et des interventions promotionnelles (qui s'occupent de l'amélioration des conditions de vie des populations). Leur formation portera notamment sur **les différentes tâches du processus d'intervention sociale** qu'ils devront bien maîtriser, et sur les différentes méthodes qui les facilitent.

La formation **au travail social en milieu ouvert** s'avère d'une grande importance dans notre contexte où le nombre d'enfants en situation difficile dépasse très largement les capacités d'accueil de tous les centres d'accueil réunis.

Les compétences en matière **du travail social participatif** ainsi que celles permettant l'utilisation efficace des méthodes participatives seront des atouts très appréciables pour un travail de qualité qui doit déboucher sur le développement et le changement des conditions socio-économiques des populations en situation difficile. Car l'exclusion socio-économique des parents entraîne souvent l'exclusion sociale des enfants sous plusieurs formes. Les appuis qu'on leur apporte sous forme d'assistance ne leur permettent pas de sortir de leurs situations difficiles.

La formation qui ne produirait pas des compétences relatives à **la rédaction des projets participatifs** ne sera pas adaptée ni au temps ni au contexte, surtout des pays du sud. Ainsi, tout éducateur formé devrait être à même de maîtriser au minimum **la rédaction et l'exécution d'un projet participatif, éducatif, économique ou sociopolitique**, avant de recevoir son diplôme ou son brevet de capacité.

L'intervention sociale auprès des enfants « dits sorciers » présente beaucoup de lacunes. Souvent ils sont pris en charge comme tous les enfants en rupture familiale, sans qu'une intervention particulière ait été appliquée à leur cas pour une quelconque détraumatisation.

Un autre groupe comprend les enfants que l'on fait passer par l'exorcisme avec comme preuve de la guérison l'aveu de l'enfant lui-même ou la déclaration du guérisseur ou de l'exorciseur.

L'usage de parfum ou de savon en poudre pour faire évacuer la sorcellerie par vomissement ou par évacuation anale est une des épreuves pénibles et nuisibles à la santé que subissent les « enfants dits sorciers », sans que les professionnels de la défense des droits de l'enfant proposent des alternatives respectueuses de la santé mentale et physique de ces enfants.

Comme on peut le constater, le travail social avec **les enfants « dits sorciers »**, est aussi un nouveau domaine qui exige de nouvelles compétences professionnelles en vue d'améliorer les pratiques professionnelles des intervenants sociaux en faveur de ces enfants, de leurs parents et de la communauté victimes de la superstition.

Les compétences relatives à l'accompagnement psychosocial de ces enfants et de leurs parents sont très nécessaires aux intervenants sociaux d'aujourd'hui.

Que dire de l'intervention sociale en faveur **des enfants issus du viol** subi par leurs mères pendant les différentes guerres ? Les considérant comme la personnification de l'humiliation qu'ils avaient essuyée de la part de l'agresseur, leurs mères biologiques, leurs pères nourriciers et la communauté éprouvent des difficultés évidentes à supporter ces enfants. Ils sont hantés par l'idée de tuer ces enfants pour ainsi oublier la honte qui les habite à travers ces enfants dont les pères ignorent l'existence.

Conscients de leur origine violente et sans amour, ces enfants ont difficile à s'accepter et ne trouvent pas une intervention sociale capable de leur faciliter l'intégration dans la société qui garde les blessures causées par leurs pères biologiques. Ces enfants deviennent ainsi la somatisation de haine qui oppose la mère au père biologique, la société de la mère à celle du père biologique.

Nous pensons que ces nouvelles situations ne peuvent pas être abordées avec succès sans les compétences relatives à la prévention et la gestion pacifique des conflits, à la santé mentale ainsi qu'à la détraumatisation. Ces compétences devraient compléter l'arsenal des compétences existantes et celles dont nous avons parlé ci dessus.

Pour combler le vide laissé par la dégradation de la solidarité familiale, les nouveaux éducateurs formés devront avoir des compétences dans le domaine des techniques de plaidoyer en vue d'inciter, avec les populations, le pouvoir public à favoriser la création des services sociaux en vue de promouvoir le bien-être des populations dans la zone d'intégration sociale. Ce qui diminuera le nombre de cas de passage dans la zone de risques.

En attendant que ce vide soit réellement comblé, ils devront faire preuve de compétences dans le travail avec les populations dans les centres urbains, pour arriver à susciter les nouvelles formes de solidarité dans les milieux urbains. **La maîtrise des méthodes participatives** s'impose comme compétence et comme atout indispensable pour les éducateurs sociaux dans ce genre de travail.

Une autre préoccupation consiste à former les formateurs de ces éducateurs à qui incombe cette lourde tâche. Cet aspect de la formation accuse un retard sérieux, à cause notamment du manque de cadres et des ressources pour l'assurer. Les réunions et les séances de formation à l'interne restent des formes palliatives de cet important volet que l'on doit exploiter pour faire réussir la formation des éducateurs sociaux et garantir ainsi le bien-être des personnes en situation difficile dans notre pays et dans les pays qui nous sont semblables.

Conclusion

Le travail social dans notre pays se situe surtout dans le contexte de la lutte contre l'éclatement familial, la lutte contre l'exclusion, avec un accent particulier sur la réinsertion tant économique que familiale et scolaire, doublé de la lutte pour la transformation de la société, en contribuant à la création des nouveaux services sociaux pour remédier au déficit causé par la disparition ou l'in opérationnalité manifeste de la légendaire solidarité africaine dans les centres urbains.

Pour arriver à bien jouer leur rôle, les intervenants sociaux ont grandement besoin des nouvelles compétences dont l'ébauche est présentée dans l'exposé que nous venons de présenter. La leçon que nous tirons de cette réflexion est que les nouvelles formes des problèmes sociaux exigent que la priorité soit accordée aux nouvelles compétences et aux nouvelles méthodes qui permettront de développer des pratiques novatrices dans le travail social. La formation et la recherche pourront être le creuset où se forgeront ces compétences et ces méthodes que nous appelons de tous nos vœux.